

[print](#)

Honduras : Un escadron de la mort sème la terreur

De [André Maltais](#)

Global Research, mars 22, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/honduras-un-escadron-de-la-mort-seme-la-terreur/5328050>

Le Congrès hondurien, l'un des protagonistes du coup d'état de 2009 contre le président Manuel Zelaya, ne cesse, depuis ce temps, de voter des lois au service du capital étranger, dans un pays devenu l'épicentre du trafic de drogue en Amérique centrale et l'un des endroits les plus violents sur la planète.

Ce constat de l'*Organisation fraternelle des noirs du Honduras* (OFRANEH), paru dans un communiqué du 28 janvier dernier, n'est vécu nulle part ailleurs avec autant d'intensité que dans la région du Bajo Aguan, sur la côte caribéenne du Honduras.

Là-bas, depuis trois ans, ont jusqu'à maintenant été assassinés près d'une centaine de membres et sympathisants d'organisations paysannes, comme le *Mouvement unifié des paysans de l'Aguan* (MUCA) et le *Mouvement paysan pour la récupération de l'Aguan* (MOCRA), qui cherchent à protéger les petits fermiers contre l'appropriation des terres par l'oligarchie de l'agrobusiness.

Pour le gouvernement de Porfirio Lobo, ces meurtres sont le triste résultat d'une confrontation entre les forces de sécurité des grands producteurs d'huile de palme et les organisations paysannes et on ne peut rien faire de plus que de recourir aux forces de l'ordre pour mettre fin au conflit.

Mais un rapport de l'organisme *Rights Action*, publié le 20 février, souligne que seulement six des assassinats ont eu lieu sur des terres occupées par les paysans ou pendant les opérations d'éviction de ces derniers. Tous les autres sont des meurtres ciblés alors que les victimes sont tuées à la maison ou sur la route.

Ces meurtres systématiques exécutés par des tueurs masqués ont commencé, note Annie Bird, co-directrice de *Rights Action*, quand, en janvier 2010, une unité des forces spéciales du 15^e bataillon de l'armée hondurienne est arrivée dans l'Aguan, fraîchement entraînée par le *Commandement des opérations spéciales* du *Commandement Sud* de l'armée des Etats-Unis (SOCSOUTH).

Baptisée *Opération Tumbador*, cette première militarisation répondait à l'occupation de 10,000 hectares de terres appartenant au plus grand propriétaire terrien du pays, Miguel Facussé, par des milliers de paysans du MUCA.

Médias et gouvernement, raconte German Reyes, du *Front national de résistance populaire* (FNRP) hondurien, avaient alors accusé les militants paysans d'avoir créé une cellule de guérilla, financée par le trafic de drogue, pour déstabiliser le pays.

Après *Tumbador*, aucune annonce n'a suivi à propos de la supposée guérilla, continue Reyes. Aucune saisie d'armes ni capture de guérillero. Pendant que militaires et policiers se concentraient à déloger les paysans des terres occupées et que commençaient les meurtres ciblés de paysans par ce qui semble être un escadron de la mort, le SOCSOUTH états-unien finançait l'agrandissement et la modernisation de la base militaire de Rio Claro, là où avait été entraîné le 15^e bataillon.

Mais les auteurs du rapport font plus que de souligner la coïncidence entre l'*Opération Tumbador* et le début des assassinats. Les conditions entourant plusieurs des meurtres de paysans, révèlent-ils, découlent des techniques enseignées aux militaires et policiers honduriens par le SOCSOUTH, parmi celles-ci, la « *conduite automobile offensive* », le « *tir de précision à distance* » et « *l'insertion* » dans les domiciles ou lieux de travail.

Or, s'inquiète madame Bird, plusieurs dizaines de meurtres sont survenus suite à des poursuites automobiles à haute vitesse tandis que plusieurs autres paysans sont morts ou ont survécu à des tirs de « *snipers* » ou ont été attaqués à la maison ou au travail par des commandos de tueurs.

Les résidents locaux et la presse nationale signalent la présence de *Rangers* états-unis dans la région, depuis au moins 2008, ce que confirment, écrit *Rights Action*, des documents publics du gouvernement des Etats-Unis.

Pour les organisations paysannes, il ne fait aucun doute que la police et les militaires participent à cette tuerie tellement elles ont été témoin d'actes de violence et d'intimidation de leur part dans les communautés agraires. Il est, par ailleurs, de notoriété publique que des éléments de la police commettent de nombreux délits, au Honduras, spécialement des meurtres commandités, du trafic de drogue et des enlèvements avec extorsion.

Bien que *Tumbador* ait aggravé la situation dans l'Aguan, le gouvernement y dépêchait, en 2011, une nouvelle unité conjointe de l'armée et de la police, l'unité *Xatruch* qui, en 2004, a participé à l'occupation iraquienne par les Etats-Unis et à ses opérations spéciales de contre-insurrection.

Pour OFRANEH, le conflit meurtrier de l'Aguan, avec sa population armée de machettes coincée entre les AK-47 des trafiquants de drogue et des milices terriennes, pourrait se reproduire partout au pays tellement le gouvernement est anxieux d'en livrer les ressources aux investisseurs étrangers.

En octobre 2011, Lobo est allé à Washington se faire photographier et annoncer au monde que son pays est ouvert à des affaires qui, toutes, augmentent la pression sur la terre hondurienne: agro-combustibles, tourisme, sylviculture et mines à ciel ouvert.

Le 23 janvier dernier, le Congrès putschiste adoptait un projet de villes-modèle, parrainé par l'économiste états-unien, Paul Romer, et baptisé *Loi des régimes spéciaux de développement* (RED), qui consiste à transformer des portions du territoire hondurien en villes-états autonomes, répliques de paradis fiscaux comme Singapour ou les îles Caïmans.

Trois mois auparavant, la Cour suprême de justice avait pourtant déclaré le projet de loi RED inconstitutionnel mais, le 12 décembre, le Congrès hondurien destituait illégalement les quatre magistrats qui avaient voté contre l'initiative néocoloniale.

Comme le Chili de Pinochet, le Honduras d'après 2009 est devenu un laboratoire politique, social et économique, dont les enseignements visent à être appliqués à d'autres pays latino-américains plus importants. Dans un avenir pas si lointain, prédit OFRANEH, les Cours supérieures des pays restés sous la férule impériale seront prisonnières des législateurs soumis aux intérêts du Nord.

Selon le *Groupe de travail de l'ONU sur l'emploi des mercenaires*, le Honduras de Porfirio Lobo compte 706 entreprises privées de sécurité qui emploient entre 60,000 et 70,000 personnes, soit plus du double des éléments que comptent ensemble la police nationale et l'armée.

Il y a cinq gardes de sécurité privés pour un policier, au Honduras et cela ne comprend même pas les entreprises de sécurité illégales. Il est clair, dit Patricia Arrias, membre du groupe de travail onusien, que, dans un contexte de législation insuffisante et très faible encadrant ces entreprises, cela facilite les violations des droits humains.

Le congrès hondurien, conclut l'OFRANEH, est en train d'écrire un *Manuel de destruction de l'état et de la démocratie pour les nuls*, en quatre chapitres : coup d'état pour éliminer les forces qui s'opposent au pillage des ressources; tolérance des cartels de la drogue qui contrôlent des pans entiers du territoire national; sape de ce qui reste de l'administration de la justice et, en guise de *happy end*, don de la terre et du sous-sol du pays aux néo-colonialistes.

Mais reste à voir ce qu'en dira la population. 2013, au Honduras, est une année d'élections présidentielles. Or, tous les sondages montrent jusqu'à maintenant qu'une élection libre donnera gagnante Xiomara Castro, épouse de l'ex-président, Manuel Zelaya, et son parti *Liberté et refondation* (LIBRE).

André Maltais

Copyright © 2013 Global Research